

Gikongoro, aux abords de la zone de sécurité

Le FPR s'est arrêté devant le «sanctuaire» français. Mais les militaires de l'opération Turquoise, qui protègent encore les populations des milices, attendent les organisations humanitaires.

Gikongoro, envoyé spécial

Les collines entourant Gikongoro où les militaires français ont pris position ont été baptisées par certains d'entre eux Gabrielle, Isabelle et Dominique. Comme les collines entourant le camp retranché français de Dien Bien Phu en mai 1954. Il est vrai que le paysage autour de Gikongoro ressemble diablement au relief des montagnes vietnamiennes. Le QG de la position la plus avancée de l'opération Turquoise, au sud-est du Rwanda, est installé sur une des plus hautes collines du secteur. Les militaires campent dans les locaux de SOS Enfants du Rwanda dont les soixante orphelins ont été évacués par Bukavu au Zaïre. De là, 450 soldats assurent le contrôle du secteur. Les légionnaires de la 13^e DBLE (demi-brigade de légion étrangère) surveillent les arrières à l'ouest à partir d'une usine désaffectée de thé à la lisière de la forêt de Nyungwe. Les forces spéciales tiennent les collines dominant les voies d'accès que pourrait emprunter le FPR à l'est et au nord. Mardi, aidé par des paysans, les parachutistes du 1^{er} RPIMA creusaient des tranchées pour y enfouir des batteries de missiles Milan et des mortiers de 60 mm.

Après la chute de Butare (30 km de Gikongoro), les Forces armées rwandaises (FAR) se sont pratiquement retirées, le FPR a pris le contrôle des villages environnants, mais il a affirmé ne pas vouloir pousser son avantage jusqu'à entrer en contact avec les forces françaises. Pour le moment, sur les collines ceinturant Gikongoro, c'est le désert des Tartares, le grand calme qui n'annonce pas la tempête. A la radio, mardi, un porte-parole du FPR, Théogène Rudaciyeza, bombait le torse: «Nous avons le droit d'aller où nous voulons. La présence française est humiliante et intolérable. Nous leur résisterons comme nous l'avons fait dans le passé.» Le FPR a certes de l'artillerie, mais aucune aviation. Et avec les renforts de Mirage F1 en réserve au Zaïre, le rapport de force est par trop inégal, et les déclarations du porte-parole ne risquent guère d'entrer dans les faits. La comparaison avec Dien Bien Phu s'arrête donc bien au relief et à la végétation luxuriante des collines de Gikongoro.

Le maire, Félicien Femakwacu, a fait disposer de grandes banderoles pour exprimer ses «vifs remerciements à tous les pays qui ont accepté de participer à l'opération Turquoise». Il assure apporter «toute son assistance» et il a mis à disposition des Français un groupe de prisonniers de droits communs en pyjama jaune pour abattre des arbres et creuser des tranchées. Aux abords du marché qui regorge regorgeant de légumes témoignant de la vitalité agricole de la région, des militaires rwandais et des miliciens nonchalants, Kalachnikov neuves à l'épaule, saluent les soldats français. Cette atmosphère bon enfant est trompeuse. Dans le flot des réfugiés, des miliciens traquent encore les Tutsis ou les Hutus modérés. Mercredi, les soldats français ont récupéré une famille mixte hutue et tutsie de 21 personnes qui se cachait depuis deux semaines



Des réfugiés quittent Butare pour Gikongoro, sous la garde d'un milicien hutu.

dans une maison du village.

Le bourg de Gikongoro ne représente qu'une infime partie du secteur où l'on comptait avant guerre 450 000 habitants éparpillés dans des hameaux sur des dizaines de collines, au milieu des plantations de thé, de café, de bananeraies et de champs de blé accrochés à la montagne. Aujourd'hui, la population aurait doublé sous le flot des réfugiés. A quelques kilomètres de piste du camp français se trouve, au village de Cyaniki, un rassemblement de 50 000 réfugiés hutus survivant dans des huttes bâties à la hâte avec des branchages coupés dans la forêt. Une doctoresse belge, Geneviève Van Vasberghé, les assiste pratiquement seule avec deux infirmières irlandaises. «Nous en examinons sept cents par jour et au moins douze meurent quotidiennement de paludisme, de dysenterie. Nous soignons des centaines et des

centaines d'orphelins sans aucun espoir. Nous n'avons simplement pas assez de quoi que ce soit. L'Unicef nous a promis des médicaments d'urgence. On les attend toujours.»

En visite mercredi à Gikongoro, le général Germanos, sous-chef d'état-major des armées chargé des opérations, a lui aussi insisté sur l'urgence humanitaire. «Il y a un besoin énorme que nous ne pouvons pas assurer. Nous attendons avec impatience l'aide des organisations humanitaires», dans la zone de sécurité délimitée par la France dans le triangle Kibuyé, Gikongoro et Cyangugu au sud-ouest du pays. Le général Germanos a indiqué qu'il n'était pas question d'étendre cette zone au nord-ouest où se trouve le dernier carré des forces gouvernementales. «Avec les moyens dont nous disposons, nous ne pouvons pas couvrir l'ensemble. Nous ne laisserons

pas commettre des exactions, mais ce seront des opérations ponctuelles.»

La voie est donc libre pour le FPR, s'il le souhaite, de porter son offensive sur le nord-ouest sans se préoccuper de la zone sud-ouest sécurisée par les soldats de Turquoise. Pour le général Germanos, ce n'est pas à l'opération Turquoise, qui est là à des «fins strictement humanitaires», de s'occuper de cette question: «Ces Casques bleus de la Minuar sont là pour observer ce qui se passe sur le terrain et rendre compte à l'ONU. La pression internationale pourra alors jouer son rôle.» En privé, un officier français se montrait beaucoup plus direct: «En contrôlant le sud, on fait le lit du FPR. Ça lui laisse les coudées franches pour attaquer au nord», et il ajoute: «Quand on mélange l'humanitaire et le militaire, c'est indémodable.»

Dominique GARRAUD

Ultimatum pour l'opération Turquoise

Le Premier ministre pressenti par le FPR, Faustin Twagiramungu, a affirmé que les troupes françaises doivent avoir quitté le pays avant la fin juillet.

Les troupes françaises engagées dans l'opération Turquoise «doivent avoir quitté le Rwanda fin juillet, comme l'a promis le gouvernement français», a affirmé hier à Bruxelles Faustin Twagiramungu. Chargé par le Front patriotique rwandais (FPR) de former un gouvernement d'unité nationale à base élargie, le Premier ministre pressenti a annoncé qu'il comptait se rendre à Kigali «la semaine prochaine» pour y rencontrer les dirigeants du FPR.

Précisant qu'il lui faudrait au moins une quinzaine de jours pour former son gouvernement, il a également exprimé son inquiétude face à la zone de sécurité mise en place par les troupes françaises dans le sud-ouest du Rwanda. Il a indiqué qu'il s'était entretenu, mercredi à Bruxelles, avec

l'ambassadeur de France au Rwanda, Jean-Michel Marlaud, qui lui «a assuré que les forces armées rwandaises ne se trouvaient pas dans la zone de sécurité, qui ne doit pas être confondue avec le réduit du nord-ouest», et la ville de Gisenyi où siège le gouvernement intérimaire autoproclamé. «Je ne peux qu'enregistrer les promesses du gouvernement français, mais la réalité sur le terrain me semble toute différente», a-t-il commenté en affirmant que «les images nous montrant les militaires français faisant creuser des tranchées ne donnent pas l'impression qu'elles préparent leur départ pour la fin du mois. Tous ces préparatifs ne sont pas uniquement fait pour protéger des populations civiles», a affirmé Faustin Twagiramungu. «Le gouvernement

français doit s'en tenir à ses promesses. Les troupes françaises doivent avoir quitté le territoire rwandais à la fin du mois de juillet. Or, nous avons l'impression qu'elles vont au contraire rester longtemps», a-t-il affirmé.

Trois jours après la prise de Kigali par les troupes du Front patriotique rwandais, les premiers signes de décripation sont apparus hier dans la capitale rwandaise. Ainsi, la Mission des Nations unies au Rwanda (Minuar) a pu faire atterrir hier, pour la première fois depuis un mois, un avion sur l'aéroport de la capitale rwandaise où cinquante Casques bleus ghanéens ont pu débarquer en renfort des 450 éléments de la force onusienne au Rwanda.

D'après AFP